



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
21 mai 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Pays en développement dynamiques et pays les moins avancés: l'intégration du Sud

Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 25 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. La réunion a été organisée conjointement par le Secrétariat du Commonwealth et la CNUCED. L'objectif était d'examiner les initiatives à engager pour promouvoir l'intégration des pays du Sud, en particulier comment accroître la coopération et la collaboration entre les pays en développement dynamiques et les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Dès le départ, les participants ont noté que cela n'impliquait en aucune manière de réduire les engagements des pays du Nord en tant que donateurs, ou leurs responsabilités, à l'égard des pays les moins avancés (PMA). Ceux-ci étaient aujourd'hui confrontés à des situations et à des difficultés qu'avaient déjà connues la plupart des pays en développement dynamiques, ce qui pouvait s'avérer utile au débat sur leur développement.

2. Les participants ont indiqué que le commerce Sud-Sud avait gagné du terrain depuis le début des années 2000. Plus de la moitié des exportations de marchandises des PMA était désormais destinée à d'autres pays en développement, et les investissements étrangers directs Sud-Sud avaient également progressé rapidement au cours de la dernière décennie. La croissance enregistrée par certains pays en développement dynamiques – Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud – avait élargi le potentiel du commerce Sud-Sud, ce à quoi s'était ajoutée l'envolée des prix des produits de base – mais tous les PMA, notamment les importateurs nets, n'en avaient pas bénéficié. Les participants ont débattu de l'opportunité de ne pas renforcer la structure – similaire à certains égards à la structure du commerce Nord-Sud – d'un commerce privilégiant le secteur primaire.

3. Les pays en développement dynamiques rencontraient de nombreuses difficultés en matière d'intégration Sud-Sud. De plus, leur revenu par habitant était bien inférieur à celui des pays développés; par exemple, le revenu par habitant du Brésil et de la Chine en 2008 était comparable à celui des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en 1940. En revanche, le revenu par habitant de l'Inde la même année était comparable à celui de l'Allemagne en 1900. Certains pays à revenu intermédiaire – aspirant à plus de dynamisme – étaient pris dans le «piège du revenu intermédiaire»; leur capacité de faire un bond en avant dépendait de nombreux facteurs internes et externes.

4. Toutefois, les pays en développement dynamiques offraient des possibilités uniques aux pays du Sud moins développés, en particulier comparés aux pays du Nord. Les PMA pouvaient y exporter des produits relativement plus élaborés technologiquement parlant que vers les pays du Nord, en raison de la grande diversité des niveaux de revenus des consommateurs dans les pays du Sud, notamment au Brésil, en Chine et en Inde. Pour renforcer leurs capacités productives, ils pouvaient bénéficier d'investissements étrangers et de transferts de technologie de la part des pays en développement dynamiques, en contrepartie des avantages qu'ils pouvaient leur apporter, s'agissant notamment des ressources nécessaires pour soutenir une croissance vigoureuse. Les pays en développement dynamiques pouvaient aider les PMA à créer de la valeur ajoutée et à restructurer leur production.

5. Les participants ont examiné la contribution d'initiatives telles que le Système généralisé de préférences (SGP) et le traitement en franchise et hors contingent des exportations au renforcement des capacités productives et à la promotion de la diversification des exportations des PMA.

6. Le Ministre du commerce du Bangladesh a déclaré que pour son pays et d'autres PMA, la diversification des structures de production et des exportations était l'un des défis majeurs. Les débats ont porté sur l'importance croissante de la facilitation du commerce, du développement des infrastructures, de la modernisation technologique et du développement institutionnel. La qualité – bien plus que le niveau – de l'intégration des PMA dans l'économie mondiale importait. Un ratio commerce/PIB plus élevé ne disait rien de la qualité de l'intégration, le commerce de produits primaires ne contribuant pas nécessairement à la création d'emplois et à une croissance équitable. De nombreux participants ont estimé que la finance et la technologie, ainsi que le commerce et l'investissement étaient les facteurs indispensables d'une intégration de meilleure qualité des pays du Sud dans l'économie mondiale.

7. La coopération Sud-Sud était asservie à cette réalité que, dans bien des domaines – textiles et produits primaires, par exemple – les PMA et les pays en développement dynamiques étaient concurrents. Dans ces domaines, il était indispensable que les pays du Sud échangent leurs vues, délibèrent et négocient. Le régionalisme pouvait jouer un rôle important à cet égard.

8. Les participants ont abordé la question de la coopération Inde-Afrique. Plusieurs intervenants ont déclaré que les pays africains avaient jugé très utiles les programmes de formation, de transfert de technologie et de partage des connaissances proposés par l'Inde. Ils ont également examiné l'idée de créer une «banque des BRICS» (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui contribuerait au financement du développement des infrastructures et du transfert de technologie dans les pays du Sud.

9. Les participants ont débattu du rôle des chaînes de valeur et de la production dans la coopération Sud-Sud. Il fallait promouvoir des chaînes régionales d'approvisionnement, c'est-à-dire des chaînes dont les points de départ et d'arrivée étaient situés dans les pays du Sud, ce qui nécessitait des transformations structurelles et un développement des infrastructures dans ces pays. De la même manière que son «dynamisme» avait été le fruit d'une intensification de leurs relations réciproques, la croissance des pays en développement dynamiques dépendait fondamentalement de la croissance des autres pays en développement. Pour éviter un jeu à somme nulle, il était indispensable que le nombre de pays en développement dynamiques augmente et que leurs liens se multiplient.

10. Un participant a proposé de créer un groupe de travail chargé de définir le rôle d'une banque du Sud afin de permettre aux donateurs comme aux bénéficiaires de s'exprimer. De nombreux participants ont salué la contribution de la CNUCED et d'autres organisations à la coopération internationale pour le développement. Le Bangladesh, en particulier, avait largement bénéficié des schémas de préférences et des travaux de la CNUCED; il avait ainsi pu diversifier progressivement l'ensemble de ses exportations.

11. En conclusion, les participants ont dit que la coopération Sud-Sud devait être intégrée dans une plus large perspective internationale et que la coopération pour le développement devait acquérir un caractère universel. Au vu de leur expérience dans ce domaine, des organisations comme la CNUCED ou le Secrétariat du Commonwealth étaient tout à fait en mesure de faire progresser l'intégration Sud-Sud.
